Introduction

Quelques repères pour comprendre et interroger le développement de l'éducation à l'esprit d'entreprendre

Matthias Pepin et Patricia Champy-Remoussenard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/5191>

DOI : 10.4000/formationemploi.5191

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2017

Pagination : 7-25

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Matthias Pepin et Patricia Champy-Remoussenard, « Introduction », *Formation emploi* [En ligne], 140 | octobre-décembre 2017, mis en ligne le 31 décembre 2017, consulté le 30 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/5191> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.5191>

Formation emploi

Revue française de sciences sociales

140 | octobre-décembre 2017

L'éducation à l'esprit d'entreprendre en questions

Introduction

Quelques repères pour comprendre et interroger le développement de l'éducation à l'esprit d'entreprendre

Matthias Pepin et Patricia Champy-Remoussenard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/5191>

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2017

Pagination : 7-25

ISSN : 0759-6340

Ce document vous est offert par OpenEdition

Introduction

Quelques repères pour comprendre et interroger le développement de l'éducation à l'esprit d'entreprendre

MATTHIAS PEPIN

*Chercheur postdoctoral, université du Québec à Trois-Rivières, Institut de recherche sur les PME,
Québec, Canada*

PATRICIA CHAMPY-REMOUSSENARD

*Professeure des Universités, université de Lille, Centre interuniversitaire de recherche en
éducation de Lille (CIREL), France*

L'introduction de préoccupations et de pratiques relatives au développement de l'entrepreneuriat par l'éducation est un sujet d'actualité qui est loin de laisser indifférent (Verzat & Toutain, 2016). Omniprésente dans les discours et orientations politiques, en plein développement dans les écoles et les universités, cette évolution des politiques et pratiques éducatives reste encore largement sous-étudiée, méconnue et mal comprise, particulièrement dans les travaux scientifiques de langue française portant sur les questions éducatives.

Aussi, il nous a semblé pertinent de proposer un numéro thématique qui l'aborderait de front¹. Ce numéro fait suite à deux premiers colloques. L'un a été organisé en 2013 par P. Champy-Remoussenard, à Montpellier, lors du congrès de l'AREF², et s'intitulait « Premières discussions des recherches portant sur les objectifs, formes et enjeux de l'éducation à l'entrepreneuriat ». L'autre a été organisé en 2016 par P. Champy-Remoussenard et M. Pepin, dans le cadre du 84^e Congrès annuel de l'Association francophone pour le savoir (Acfas)³, et s'intitulait « L'éducation à l'esprit d'entreprendre : débats et perspectives dans les recherches sur un champ de pratiques en émergence ». En proposant cet appel à contributions dans le prolongement de ces colloques, notre intention était de réunir, en

1. On peut noter quelques publications collectives récentes qui témoignent de l'intérêt grandissant de la recherche francophone : les numéros thématiques « L'entrepreneuriat et les jeunes », dirigé par C. Verzat, A. Trindade-Chadeau & O. Toutain (2017) dans *Agora Débats/Jeunesse*, et « Graines d'entrepreneurs », dirigé par O. Toutain & C. Verzat (2017) dans *Entreprendre & Innover*, ainsi que l'ouvrage *Apprendre à entreprendre de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur. Politiques, pratiques, jeux d'acteurs et transformations en cours*, dirigé par P. Champy-Remoussenard et S. Starck (à paraître en 2018 aux éditions De Boeck).

2. Congrès international d'Actualité de la recherche en éducation et formation, organisé par l'Association des enseignants et chercheurs en sciences de l'éducation (AECSE).

3. Le deuxième colloque avait rassemblé, pendant deux jours, des chercheurs en sciences de l'éducation et de la gestion, des acteurs de l'éducation et des acteurs politiques de France, de Belgique et du Canada, plus précisément des provinces du Québec et du Nouveau-Brunswick.

un même numéro thématique de la revue *Formation Emploi*, des études et des analyses susceptibles d'enrichir les réflexions et les perspectives de recherche autour du phénomène de l'entrepreneuriat en éducation⁴ et ce en croisant, comme c'est l'ambition de la revue, des approches émanant de différentes disciplines. En particulier, nous souhaitons apporter le point de vue de la recherche en éducation sur des évolutions éducatives dont les enjeux sont évidents et majeurs. Sur ce registre, le pari est réussi, dans la mesure où les articles de ce numéro sont notamment issus des sciences de l'éducation, des sciences de la gestion et de la sociologie.

Ce propos introductif nous conduira à situer le développement des dispositifs éducatifs destinés à développer l'entrepreneuriat dans leur contexte social et leur époque. En tant que chercheurs intéressés par ces enjeux dans nos deux pays respectifs, nous proposons ici des réflexions qui sont essentiellement ancrées dans notre connaissance des réalités canadienne et française. Notre propos s'attardera ensuite sur l'enjeu consistant à construire des points de vue de nature scientifique et critique sur les questions soulevées par le phénomène de l'entrepreneuriat en éducation, ainsi que l'intérêt de mettre en discussion les termes qui servent à dénommer ses manifestations concrètes. En continuité, et en dernière partie, nous montrerons pourquoi la notion d'« éducation à l'esprit d'entreprendre » a servi d'amorce à l'ensemble du débat scientifique souhaité, notion qui sera mise en discussion avec celle d'esprit d'entreprise.

1 | L'entrepreneuriat à la conquête de l'éducation ?

L'introduction de préoccupations relatives au développement de l'entrepreneuriat par l'éducation suscite actuellement davantage de débats publics et de publications scientifiques, en un mot plus d'intérêt qu'auparavant. D'une certaine manière, on peut considérer qu'il s'agit d'un trait marquant de l'évolution de la société du XXI^e siècle, en gestation depuis plus de quarante ans (Ball, 1989). On peut déceler cet intérêt contemporain pour le développement de l'entrepreneuriat dans l'affichage des politiques publiques d'éducation aux niveaux supranational⁵, national et local, comme en traite le texte de S. Starck (dans ce numéro), mais aussi dans la multiplication des discours tenus à ce propos, des dispositifs éducatifs destinés à susciter un état d'esprit et des comportements entrepreneuriaux et, par conséquent, dans l'augmentation du nombre d'acteurs impliqués. Le plus remarquable concerne sans doute l'élargissement des publics, à qui l'on propose désormais

4. Dans ce texte, l'expression « phénomène de l'entrepreneuriat en éducation » est utilisée pour désigner un ensemble complexe de pratiques et de discours relatifs au développement de l'entrepreneuriat par l'éducation.

5. Au niveau supranational, la Commission européenne (2004, 2005, 2007, 2011, 2012, 2016), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE, notamment Ball, 1989 ; Lackéus, 2015 ; Minichiello, 2016) et l'UNESCO (Bahri & Haftendorn, 2006) jouent un rôle de premier plan.

de s'initier à l'entrepreneuriat, de développer un état d'esprit et des compétences relevant de ce que l'on appelle tantôt l'esprit d'entreprise, d'entreprendre, d'initiative... kyrielle de désignations sur lesquelles nous reviendrons.

Dans l'enseignement supérieur, d'abord réservés aux écoles de commerce et de gestion, puis élargis à d'autres disciplines, dont principalement les écoles d'ingénieurs (Fayolle, 1996), les dispositifs de sensibilisation et/ou de formation à l'entrepreneuriat visent aujourd'hui la plupart des disciplines et champs académiques (Brand, Wakkee & Van der Veen, 2007) et ce, aux trois cycles d'études universitaires⁶, comme en témoignent les contributions de N. Schutz et M. Danner, de S. Le Lay et J. Frances, et de P. Terral et ses collègues, dans ce numéro. On peut dire que l'entrepreneuriat a, en quelque sorte, colonisé horizontalement l'appareil universitaire.

Bien qu'il soit porteur de son propre agenda politico-économique, le concept d'université entrepreneuriale⁷ est évocateur à cet égard, alors qu'il propose de transformer la mission même de l'université en termes entrepreneuriaux à travers, notamment, la valorisation commerciale des résultats de la recherche et l'acceptation, par les universités, d'une prise de responsabilité relative au développement économique régional (Davies, 2001 ; Gjerding & *al.*, 2006 ; Kitagawa, 2005).

En France, dans le cadre du Plan d'investissement d'avenir (PIA), et dans le prolongement d'une politique bien antérieure, le gouvernement a lancé les appels à projet PEPITE (Pôles Étudiants pour l'Innovation, le Transfert et l'Entrepreneuriat) destinés à organiser un maillage territorial permettant l'accompagnement et la formation des étudiants et jeunes diplômés qui souhaitent créer des entreprises. Depuis, vingt-neuf pôles⁸ ont été instaurés, engendrant dans le même mouvement un statut national d'étudiant-entrepreneur. De même, une série de mesures ont été adoptées sur l'ensemble du territoire, visant la généralisation des formations à l'entrepreneuriat et à l'innovation, et le développement de l'esprit d'entreprendre chez les étudiants.

Loin de limiter sa progression au seul contexte universitaire, l'entrepreneuriat s'est également disséminé verticalement dans l'ensemble du système éducatif et ce, à l'échelle internationale. En effet, en écho aux politiques incitant à la sensibilisation et à la formation à l'entrepreneuriat, des pratiques orientées vers l'entrepreneuriat se développent dans l'enseignement secondaire depuis plusieurs années, dans une perspective d'orientation scolaire et professionnelle. Elles se traduisent notamment par le dispositif emblématique des mini-entreprises (Champy-Remoussenard, 2008, 2014, 2015 ; Commission euro-

6. Traduits différemment selon les pays : licence, master, doctorat pour l'Europe ; baccalauréat, maîtrise, doctorat pour le Québec.

7. Concept proposé, dès 1998, par Burton Clark, l'université entrepreneuriale évoque une culture d'organisation universitaire tournée vers l'esprit d'entreprise et la prise de risque (voir Gjerding & *al.*, 2006). L'intérêt pour ce sujet se reflète dans l'ouvrage de référence édité par Fayolle & Redford (2014).

8. <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid25427/entrepreneuriat-etudiant.html>

péenne, 2015 ; Pepin, 2011b,), issu du mouvement international *Junior Achievement* et de ses filiales nationales : *Entreprendre pour apprendre* (EPA) en France, *Young Enterprise* au Royaume-Uni, *Les jeunes entreprises du Québec*, etc. D'autres dispositifs se développent, selon des approches et des temporalités variables, par exemple *Notre commune* et *C Ma Ville* (en France), *Cap'ten* (en Belgique), *Jeunes Coop* (au Québec), *Me & My City* (en Finlande), etc.⁹ Des initiatives éducatives visant le développement de l'entrepreneuriat se retrouvent ainsi désormais à tous les niveaux de l'enseignement obligatoire et ce, dès l'école primaire¹⁰.

C'était ainsi la position du président de la République française, François Hollande, dans son discours prononcé aux assises de l'entrepreneuriat, en avril 2013¹¹, appelant à la « *stimulation de l'entrepreneuriat* » à tous les niveaux d'enseignement et expliquant que c'était d'abord le rôle de l'école de stimuler l'esprit d'entreprise et d'initiative dans tous les domaines. Certains auteurs suggèrent même que l'éducation préscolaire serait le contexte le plus indiqué pour commencer à initier les élèves à l'entrepreneuriat (Axelsson, Hägglund & Sandberg, 2015).

Cependant, en France comme ailleurs, l'entrepreneuriat peine à entrer dans les programmes de formation officiels et à s'inscrire dans les curricula¹². La sensibilisation et la formation aux enjeux d'une éducation qui se préoccuperait du développement de l'entrepreneuriat sont, de surcroît, encore rarement intégrées à la formation des futurs enseignants (Commission européenne, 2011 ; Seikkula-Leino & al., 2010 ; Champy-Remoussenard, 2014 ; Commission européenne/EACEA/Eurydice, 2016).

De ce fait, la mise en œuvre de pratiques visant le développement d'une culture et de compétences entrepreneuriales en contexte scolaire n'est pas systématisée. Elle repose en grande partie sur des dynamiques et initiatives locales, le positionnement des responsables d'établissements d'enseignement, l'intérêt des enseignants eux-mêmes et leur engagement volontaire. Par conséquent, la prise en compte de l'entrepreneuriat se développe de manière très variable selon les contextes éducatifs nationaux et régionaux, voire d'école en école, sinon de classe en classe (Champy-Remoussenard, 2017 ; Commission européenne, 2012, 2016 ; Hitty & O'Gorman, 2004).

9. Site IDEE, Rectorat de Lille (<http://idee.ac-lille.fr>), voir aussi la recension de Pepin (2015b), annexe 2.

10. Au Canada francophone, des modèles d'écoles entrepreneuriales ont vu le jour, dont l'École communautaire entrepreneuriale (Levesque, 2011 ; voir aussi Pepin, 2015b ; Pepin & al., 2013) et le Réseau québécois des écoles entrepreneuriales et environnementales. La certification *Ashoka Changemaker Schools* et l'initiative *Bâtisseurs de possibles* s'inscrivent dans une lignée similaire.

11. <http://regards-citoyens.over-blog.com/article-discours-de-cloture-des-assises-de-l-entrepreneuriat-prononce-par-fran-ois-hollande-palais-de-l-e-117498388.html>

12. Au Québec, l'entrepreneuriat a été introduit dans le Programme de formation de l'école québécoise au cours de la dernière réforme curriculaire, en 2001 pour le primaire, et en 2006-2007 pour les deux cycles du secondaire (voir Pepin, 2011a).

21 En quête de points de vue scientifiques critiques

Outre le fait d'avoir suscité un point de vue multidisciplinaire, une attention particulière a été accordée, dans la sélection des articles constituant ce numéro, à la perspective critique assumée par les auteurs. En effet, on l'a dit, l'entrepreneuriat ne laisse pas indifférent. De ce fait, le processus de développement de l'entrepreneuriat en éducation est traversé de positionnements idéologiques et d'approches militantes (Vilette, 2011), compliquant son étude d'un point de vue scientifique. Il peut en conséquence être parfois difficile de faire la part des choses entre les prises de position des partisans purs et durs et celles des opposants farouches.

Le positionnement antithétique respectif de chacun peut se résumer comme suit : les uns soutiennent qu'éduquer à l'entrepreneuriat serait indispensable, et le seul moyen de sortir de la crise multidimensionnelle (sociale, écologique, politique, économique, financière) dans laquelle la société mondialisée est plongée ; les autres opposent que le phénomène serait la marque inacceptable de l'emprise des marchés financiers et des pouvoirs économiques sur l'éducation. Cependant, entre zéloteurs et pourfendeurs du phénomène de l'entrepreneuriat en éducation, la construction d'une véritable production scientifique portant sur le phénomène peine à émerger.

C'est la quête d'un point de vue scientifique, qui suppose de mettre et remettre en questions (Bachelard, 1938), de dépasser le point de vue de l'opinion et les énoncés de croyance (Marie, 2011), qui nous paraît constituer un enjeu majeur de nos débats. Aborder d'un point de vue critique le développement de pratiques sociales, ici relatives à l'introduction de préoccupations liées à l'entrepreneuriat en éducation, ce n'est pas, à notre sens, dire ce qu'elles doivent être ou ne pas être, prendre parti ou position, mais plutôt débusquer les questions qui se posent autour de leur développement, ou les questions qui ne se trouvent pas posées, en cas d'engouement social et politique majeur (ce qui nous semble être le cas). C'est encore prendre du recul et tenter de situer ces pratiques et les discours qui les accompagnent dans l'histoire, dans un contexte, une évolution. C'est enfin interpellier les évidences. L'enjeu est alors de rendre intelligible, c'est-à-dire de dépasser une compréhension qui peine à prendre en compte la complexité du phénomène en développement.

S'il est donc nécessaire d'adopter un point de vue critique, ce n'est pas au sens de celui de l'opinion. L'interpellation des objectifs visés par les pratiques et les discours éducatifs relevant de l'entrepreneuriat revient finalement à interroger le type de société qu'on prétend valoriser à travers les politiques promues et les dispositifs mis en œuvre. Les discours ambiants consistent maintenant à soutenir que, pour inculquer ce que l'on pourrait appeler un *habitus* entrepreneurial – associé à des savoir-être et à une certaine disposition de l'esprit –, il faudrait le faire dès le plus jeune âge. Cela n'est pas sans lien avec l'idée que l'on se fait (ou que l'on nous impose) d'un fonctionnement social souhaitable. La pluralité, la difficile lisibilité des objectifs politiques (Champy-Remoussenard, 2015), le fort

consensus social entraînent potentiellement ce que l'on pourrait appeler des points de vue « idéologiques », qui empêchent de questionner, de mettre en perspective, de relativiser.

Le point de vue critique espéré est plutôt celui qui permet d'interroger et d'interpeller les objectifs de ce qui est promu et mis en œuvre. Il appelle un travail sur les effets visés ou produits par les dispositifs qui se déploient, ce dont peut s'acquitter l'approche scientifique en étudiant les tensions entre politiques, discours, acteurs et pratiques. Néanmoins, comme le relève C. Frégné dans la postface de ce numéro, l'implication des auteurs eux-mêmes, chercheurs, mais aussi enseignants, responsables de dispositifs, ou encore experts dans les pratiques qu'ils s'efforcent d'étudier, vient compliquer leur posture face à la construction d'un point de vue critique.

Les points d'entrée critiques ne manquent cependant pas (Smyth, 1999), selon que l'on envisage les efforts éducatifs en direction de l'entrepreneuriat : 1) comme un outil au service d'une restructuration néolibérale de l'éducation forgeant une identité entrepreneuriale chez les élèves dès le plus jeune âge (Holmgren & From, 2005 ; Laval, 2004 ; Peters, 2001) ; 2) comme relevant d'une vision utilitariste visant à faire de l'école un lieu de préparation à l'emploi dans l'esprit du renouveau des politiques adéquationnistes (Giret, à paraître) par opposition à la vision humaniste séculaire de l'éducation (Baby, 2016 ; Down, 2009 ; Fagan, 2007) ; 3) comme une porte ouverte à l'ingérence de l'entreprise privée dans les affaires – publiques et « neutres » – de l'école, aux dépens d'une éducation citoyenne et critique (McCafferty, 2014 ; Tanguy, 2016, dans ce numéro) ; 4) comme une voie vers l'émancipation des individus, leur développement personnel et leurs valeurs citoyennes (Deuchar, 2004, 2007 ; Pepin, 2014) ; 5) comme une démarche qui fait évoluer la forme scolaire (Champy-Remoussenard, 2012, 2015 ; Pepin, 2017b), le rôle des directions d'école (Deakins & *al.*, 2005 ; Hörnqvist & Leffler, 2014 ; Ruskovaara et *al.*, 2016) de même que celui des enseignants, et ce à quoi leur formation devrait les préparer à cet égard (Penaluna & *al.*, 2015 ; Pepin, 2011a, 2017c ; Shacklock, Hattam & Smyth, 2000 ; Seikkula-Leino & *al.*, 2010).

L'entrée critique proposée aux auteurs de ce numéro a pour sa part pris appui sur l'utilisation de l'expression « éducation à l'esprit d'entreprendre » pour parler du phénomène de l'entrepreneuriat en éducation. En effet, à l'élargissement des publics auxquels l'entrepreneuriat est destiné correspond, on l'a dit, un élargissement de la portée éducative de l'entrepreneuriat qui ne serait pas utile qu'aux futurs entrepreneurs (Davies, 2002 ; Pilsh & Shimshon, 2007 ; Young, 2014). Ce que mobilise cette vision large de l'entrepreneuriat demeure cependant flou et est – peut-être de façon fort saine – l'objet de débats (Cummins & Dallat, 2004 ; Lackéus, 2015 ; Leffler, 2009). Au-delà des objectifs déjà annoncés de ce numéro, nous y avons donc également vu l'occasion de progresser sur la question du vocabulaire utilisé pour parler d'entrepreneuriat en éducation, en proposant l'utilisation de l'expression « éducation à l'esprit d'entreprendre ». Ce choix n'est cependant pas neutre et mérite de ce fait d'être justifié.

31 L'éducation à l'esprit d'entreprendre : de quoi parle-t-on ?

La terminologie employée pour évoquer le phénomène de l'entrepreneuriat en éducation est encore loin d'être stabilisée. On parle, par exemple, et sans prétendre à l'exhaustivité, de l'entrepreneuriat en milieu scolaire (Pepin, 2011a), de l'éducation entrepreneuriale (Pepin, 2011b), de l'entrepreneuriat éducatif (Samson, 2013), de l'éducation à l'entrepreneuriat (Champy-Remoussenard, 2012), de la culture entrepreneuriale chez les jeunes (Léger-Jarniou, 2008), de l'entrepreneuriat des jeunes (Verzat, Trindade-Chadeau & Toutain, 2017), du développement de l'esprit d'entreprendre (Chambard, 2014 ; Jbilou, 2015 ; Surlemont & Kearney, 2009 ; Verzat, 2011, Champy-Remoussenard & Starck, à paraître) ou bien de l'esprit d'entreprise (Tanguy, 2016), de l'apprentissage à s'entreprendre (Pepin, 2012, 2013, 2015a) ou encore de la pédagogie à valeur entrepreneuriale (Samson & Gingras, 2015).

La même variété terminologique se retrouve en contexte anglophone, où l'on rencontre notamment ces différents vocables : *entrepreneurship education*¹³, *small business education*, *enterprise education*, *entrepreneurial education*, *enterprising education*, *education about/for/through enterprise*, *internal/external enterprise*, etc. (Voir Pepin, 2011a).

Sans se revendiquer d'une approche lexicographique en bonne et due forme, on peut raisonnablement avancer que cette diversité terminologique reflète le caractère encore peu stabilisé d'un champ d'investigation scientifique naissant. Dans ce contexte, il apparaît particulièrement difficile de former un corps cohérent de savoirs portant sur le phénomène de l'entrepreneuriat en éducation. En effet, il va sans dire que la variabilité, lorsque ce n'est pas l'interchangeabilité, des termes utilisés témoigne d'une faible intégration théorique du phénomène en question. Ce manque de conceptualisation ainsi qu'une ambiguïté des intentions éducatives sous-jacentes à l'introduction de l'entrepreneuriat en éducation (Breen, 2004 ; Gibb, 1993 ; Leffler, 2009) laissent par ailleurs le champ libre à de multiples interprétations se traduisant par des pratiques et des discours très différents. Dès lors, en quoi l'expression « éducation à l'esprit d'entreprendre » peut-elle ici s'avérer utile ?

3.1 Une éducation à... ?

Parler d'éducation à l'esprit d'entreprendre situe le phénomène de l'entrepreneuriat en éducation dans le champ plus large des « *éducations à* » (Champy-Remoussenard 2017 ; Lange & Victor, 2006 ; Pagoni & Tutiaux-Guillon, 2012). Les « *éducations à* », comme l'éducation au développement durable, à la citoyenneté ou aux médias interpellent la forme scolaire et son organisation quasi-exclusive autour de « l'enseignement de » contenus

13. Ce terme est celui privilégié par la Commission européenne (2016). En recherche, le terme *entrepreneurship education* est plutôt associé aux formations destinées aux créateurs d'entreprises.

disciplinaires, laissant de côté une variété d'apprentissages non moins importants touchant, d'une part, des valeurs, des attitudes et des compétences sociales et, d'autre part, des enjeux sociétaux contemporains, comme la crise écologique, celle des médias, les défis identitaires et de citoyenneté ou encore l'employabilité. Audigier (2005) montre bien en effet que les « éducations à » sont « *une traduction, en termes d'intentions d'enseignement, de préoccupations sociales plus ou moins considérées comme des urgences et qui, d'une part, peinent à s'introduire dans les disciplines scolaires établies et, d'autre part, ne sont pas, par essence ou par nature, disciplinaires, enfin, qui renvoient à des pratiques sociales, voire incluent des dimensions politiques* » (p. 117).

Les « éducations à » renvoient ainsi à des problématiques sociétales auxquelles on estime nécessaire de former les jeunes. Et, comme le relève Fabre (2014), elles sont porteuses d'une vision critique de la société. Par exemple, l'éducation au développement durable se propose fondamentalement de développer une conscience écologique face aux crises environnementales multiples dues en grande partie à des entreprises plus soucieuses de leur rentabilité que de leurs impacts sur les environnements (sociaux, naturels) dans lesquels elles évoluent. Avec l'éducation aux médias, on cherche essentiellement à développer un esprit critique face à l'accès généralisé à l'information permis par l'Internet, ces informations étant de nature et de valeur très variées (par exemple, les fausses nouvelles, les sites d'informations satyriques, les médias alternatifs, voire idéologiques, etc.). On pourrait continuer de la sorte avec les autres « éducations à », mais le message est clair : les « éducations à » représentent des valeurs sociales idéalisées et sont porteuses d'une vision émancipatrice de l'éducation, en cherchant à développer un regard critique sur la société telle qu'elle se développe.

Or, une « éducation à l'esprit d'entreprendre » peut renvoyer en première lecture strictement à la formation d'entrepreneurs et se trouver *a priori* en porte-à-faux avec la portée critique des autres « éducations à ». Elle symboliserait en effet alors davantage un calque de la société, la reproduction d'un système social porteur d'une vision utilitariste de l'éducation, en préparant les jeunes à être les seuls instruments du développement économique.

Comme nous allons le voir, une autre lecture de l'éducation à l'esprit d'entreprendre, plus conforme à la vision émancipatrice des « éducations à », se traduirait plutôt par des initiatives dirigées vers une création d'activités innovantes et génératrices de progrès social et de lutte contre les inégalités et fractures sociales.

3.2 Déclinaisons d'une éducation à l'esprit d'entreprendre

Bien que tous les auteurs de ce numéro thématique n'abordent pas de front la question de ce que recouvre l'esprit d'entreprendre et, en conséquence, une éducation qui s'en préoccuperait, il est possible de faire ressortir la position que chacun adopte.

Lorsqu'ils s'y aventurent, certains auteurs s'appuient sur la notion « concurrente » d'esprit d'entreprise pour aborder l'esprit d'entreprendre. C'est le cas de L. Tanguy qui questionne

le rôle des associations intervenant en contexte scolaire pour développer l'entrepreneuriat, dans la mesure où elles sont, selon elle, porteuses de la culture d'entreprise et qu'elles menacent, en ce sens, la neutralité de l'éducation. On pourrait considérer plus largement que bon nombre d'associations interviennent en contexte scolaire, particulièrement dans le cadre des « éducations à », pour lesquelles les enseignants sont peu formés. Par exemple, on ne s'inquiéterait pas qu'une association organise à l'école des ateliers d'éducation à la paix et à la non-violence. Son action ne serait pourtant pas neutre, mais apparaîtrait dans le même temps intrinsèquement souhaitable. Ce qui dérange plus fondamentalement, à notre sens, ce n'est pas que des associations interviennent en éducation, mais l'idéologie à l'aune de laquelle elles le feraient, et c'est en ce sens que leur rôle mérite d'être questionné¹⁴.

Pour S. Starck, l'esprit d'entreprendre est une euphémisation de l'esprit d'entreprise, un peu comme si on cherchait, en favorisant ce terme, à ce que l'entrepreneuriat soit plus largement accepté¹⁵, un peu comme si, également, il subsistait un agenda caché derrière l'introduction de l'entrepreneuriat en éducation, masqué par une rhétorique de l'implicite (Janner Raimondi & Wittorski, 2017). On ne peut pas lui donner tout à fait tort, tant certains discours privilégient l'utilisation de l'esprit d'entreprendre et adoptent une vision très inclusive de l'entrepreneuriat pour justifier en définitive des intentions intrinsèquement économiques (par exemple, la lutte contre le chômage des jeunes)¹⁶.

Pour M. Vicente, l'esprit d'entreprendre est ce qu'il reste des formations à l'entrepreneuriat lorsque ces dernières échouent à rencontrer leur objectif d'intégration professionnelle par la création d'entreprise.

S. Le Lay et J. Frances montrent que l'esprit d'entreprise est susceptible de prendre le pas sur des objectifs initialement plus larges de sensibilisation à l'esprit d'entreprendre. N. Schutz et M. Danner questionnent, quant à elles, la pertinence même de l'objectif du développement de l'esprit d'entreprendre pour tous.

Pour S. Morel et S. Maire, l'esprit d'entreprendre se comprend à l'aune des notions d'apprentissage et de compétences relationnelles (*soft skills*). P. Terral, F. Dubois et L. Gojard,

14. Sans négliger qu'un travail collaboratif est engagé avec les enseignants dans de tels contextes partenariaux et que ces derniers y ont leur part d'initiative (Champy-Remoussenard, 2014).

15. On sait que dans les pays où la tradition syndicale est forte, en France notamment, l'entrepreneuriat est associé au patronat et mis en tension avec le salariat, générant des réticences. L'arrivée récente d'acteurs économiques tel qu'Uber complique le tableau en alimentant les confusions entre travail autonome, entrepreneuriat et une nouvelle catégorie de travailleurs sans sécurité salariale.

16. Une autre critique du phénomène de l'entrepreneuriat en éducation se rapporte aux politiques néolibérales (Laval, 2004). Pour Peters (2001), l'entrepreneuriat en éducation viserait ainsi à développer chez tout un chacun un « *soi entrepreneurial* », c'est-à-dire la capacité à se prendre en charge de manière autonome et à assurer son propre avenir. Dans la perspective foucauldienne adoptée par Peters, il s'agirait en fait, à travers un discours de régulation morale, de responsabiliser les individus pour qu'ils soient à même de s'autogouverner, l'État n'étant plus capable d'assurer une situation de plein emploi pour tous, ni de redistribuer adéquatement les richesses, notamment à travers l'aide sociale.

pour leur part, distinguent l'esprit d'entreprendre émancipateur de l'esprit d'entreprise procédural. Certains auteurs avaient, dans d'autres publications, déjà formulé d'autres propositions pour distinguer esprit d'entreprise et esprit d'entreprendre (notamment Chambard, 2014 ; Léger-Jarniou, 2008 ; Verzat, 2011).

3.3 Distinguer esprit d'entreprendre et esprit d'entreprise

On comprend donc que l'esprit d'entreprendre est invariablement abordé en amont, en opposition, en continuité, en porte-à-faux, pour le dire simplement, en lien avec l'esprit d'entreprise. On pourrait adopter une approche purement définitionnelle pour résoudre la tension entre esprit d'entreprise et esprit d'entreprendre. Par exemple, l'Office québécois de la langue française (OQLF, 2015) définit l'esprit d'entreprise comme la « *disposition psychique d'une personne ou d'un groupe qui détermine l'orientation de l'action vers la mise à exécution de desseins, de projets* »¹⁷. L'OQLF prend bien soin de préciser que l'esprit d'entreprise ne doit pas être confondu avec l'entrepreneuriat, la culture d'entreprise, l'esprit de création d'entreprise et l'esprit d'innovation, et que l'entreprise, dans cette définition, ne renvoie pas à un sens d'« *organisation autonome de production de biens ou de services marchands* ». Selon cette définition, la distinction entre esprits d'entreprise et d'entreprendre ne tient pas, car cette définition de l'esprit d'entreprise correspond au sens généralement conféré à l'esprit d'entreprendre, soit une forme d'esprit d'initiative qui supporte la propension à l'action¹⁸.

Néanmoins, plusieurs auteurs, dont nous sommes, estiment nécessaire d'établir une distinction nette entre les deux expressions. Pourquoi cette insistance ? Le problème principal tient, à notre sens, à ce que la notion d'esprit d'entreprise est aujourd'hui largement amalgamée à l'entrepreneuriat et à la création d'entreprise. Or, comme le souligne Laville (2003), l'entreprise moderne est pour sa part identifiée quasi exclusivement à l'entreprise capitaliste, c'est-à-dire à une activité lucrative visant la génération de profits d'ordre privé¹⁹. Autrement dit, dans les représentations collectives, l'esprit d'entreprise et l'entrepreneuriat sont considérés comme des synonymes et par ailleurs comme des outils au service du capitalisme. Ce faisant, on réduit l'esprit d'entreprise à un seul de ses résultats possibles, soit la création d'une entreprise marchande visant le profit pour satisfaire des intérêts privés.

17. Cette définition se rapproche, dans le champ de la recherche, de celle de Caird (1990a, 1990b) et plus récemment de Surlemont & Kearney (2009) et de Pepin (2015a) qui associent l'entrepreneuriat, dans une perspective large, à la conduite de projets de diverses natures.

18. En ce sens, on peut établir une relation de proximité entre l'esprit d'entreprendre et les théories du développement du pouvoir d'agir – l'*empowerment* – (Bacqué & Biewener, 2013 ; Le Bossé, 2003), d'une part, et de l'entreprise de soi en contexte organisationnel (Aubrey, 2000), d'autre part.

19. Comme le relève Arnould (2012), à propos de la réédition en 2011 du célèbre livre de l'historienne H. Vérin (1982), qui voit dans la figure du chevalier l'origine de l'identité de l'entrepreneur, « *on ne peut réduire l'entreprise à un opérateur cherchant à générer un profit sans perdre presque tout intérêt pour cet objet d'étude* » (Arnould, 2012).

La réduction de l'esprit d'entreprise à la création d'entreprise et son assujettissement potentiel aux besoins des entreprises et aux marchés financiers sont d'autant plus à questionner que la création d'entreprise n'est pas invariablement ancrée à une logique de marché, à l'assouvissement d'intérêts personnels ou à la recherche de profits privés ; bien qu'il s'agisse effectivement de la conception dominante, tant l'imaginaire capitaliste a colonisé le domaine économique et, partant, les représentations sociales (Castoriadis, 2011). Cette conception répandue de l'économie s'inscrit dans une vision binaire (Hersent & Palma Torres, 2014) selon laquelle on retrouverait, d'un côté, des entreprises privées préoccupées par leur rentabilité pour satisfaire des intérêts privés (économie marchande) et, de l'autre, les puissances publiques porteuses de l'intérêt général (économie publique). Or, dans la perspective d'une économie plurielle (Laville, 2003), il existe également une variété d'initiatives regroupées sous l'appellation d'économie sociale et solidaire (ESS), axées, selon les cas, sur des processus participatifs égalitaires, la démocratisation de l'économie, la coopération, la solidarité, la recherche du bien commun, la justice sociale, l'auto-organisation, les initiatives citoyennes ou encore l'action politique (Laville, 2011). Les acteurs de l'ESS s'organisent également, notamment sous la forme d'entreprises, de coopératives, d'associations sans but lucratif, voire encore de mouvements sociaux ou d'organisations de mouvement social, mais ne s'inscrivent pas pour autant dans une visée capitaliste. L'association hâtive entre création d'entreprise et capitalisme apparaît de ce fait réductrice.

Que doit-on retenir de la discussion qui précède ? D'une part, que sur le plan sémantique, la distinction entre esprits d'entreprise et d'entreprendre ne tient pas. Cependant, tout artificielle qu'elle soit, cette distinction apparaît nécessaire dans la mesure où l'esprit d'entreprise, par le truchement de la création d'entreprise avec laquelle il est confondu, est désormais inextricablement associé au capitalisme (et aux politiques néolibérales²⁰). Parler d'esprit d'entreprendre revient alors à parler de ce que devrait signifier l'esprit d'entreprise, c'est-à-dire référer au processus plutôt qu'au résultat de ce processus, à l'esprit d'initiative plutôt qu'à l'esprit de création d'entreprise. D'autre part, il faut également retenir que, même si l'on choisissait de parler d'esprit d'entreprise en l'amalgamant à la seule création d'entreprise, l'organisation néolibérale d'une société assujettie aux marchés financiers n'est pas la seule alternative possible. L'économie plurielle, les initiatives sociales, solidaires, citoyennes, coopératives sont autant d'autres voies entrepreneuriales imaginables.

Cette dernière remarque conduit à mettre en évidence que le véritable enjeu d'une éducation qui se préoccuperait de développer l'esprit d'entreprendre consiste, pour les jeunes et ceux qui les accompagnent, à réfléchir au sens et à la direction qu'ils souhaitent donner à la société, aux valeurs dont ils souhaitent l'imprégner, à travers leurs initiatives entrepre-

20. Lackéus (2017) montre que la façon selon laquelle l'entrepreneuriat est introduit dans le système éducatif est susceptible de renforcer ou au contraire de contrecarrer sa connotation néolibérale. Il propose le terme « *value creation education* » (éducation à la création de valeur), caractérisé par l'altérité et l'aide aux autres, soit une orientation altruiste (« *otherness orientation* ») plutôt qu'individualiste comme fondement d'une éducation entrepreneuriale faisant échec à la perspective néolibérale.

neuriales. C'est en ce sens qu'une « éducation à l'esprit d'entreprendre » s'inscrirait dans la visée critique et émancipatoire des autres « éducations à ».

Conclusion et perspectives

Comme nous l'avons dit plus haut, l'appel à contributions a donné lieu à des propositions émanant de champs scientifiques divers et porteuses d'approches assez différentes. Les articles retenus reflètent cette diversité, tout en participant, chacun à leur façon, à la construction du point de vue critique souhaité.

Tout d'abord, deux textes nous semblent contribuer plus théoriquement aux débats entourant l'éducation à l'esprit d'entreprendre. S. Morel et S. Maire proposent ainsi une réflexion autour de la notion originale d'entrepreneance, dans l'enseignement fondamental. P. Terral, F. Dubois et L. Gojard, pour leur part, construisent leur propos autour de l'idée d'un esprit d'entreprendre émancipateur dans l'enseignement supérieur.

Ensuite, deux textes se saisissent plus spécifiquement de l'esprit d'entreprendre comme analyseur de dispositifs éducatifs existant actuellement. J. Frances et S. Le Lay montrent que l'esprit d'entreprise peut prendre le pas sur l'esprit d'entreprendre initialement mis en avant dans les formations, ici dans le cadre d'un cursus doctoral. M. Vincente laisse quant à lui voir que l'esprit d'entreprendre est ce qu'il reste quand la formation au codage informatique passe à côté de son objectif d'insertion professionnelle par l'entreprise, dans le secteur de la formation aux adultes.

Le texte de N. Schutz et M. Danner aborde plutôt le rôle de l'environnement éducatif dans le développement de l'esprit d'entreprendre, ici dans l'enseignement supérieur. Leur étude des effets des choix institutionnels sur les profils d'étudiants accueillis dans les formations à l'entrepreneuriat pose la question de savoir s'il est pertinent de viser le développement de l'esprit d'entreprendre pour tous.

Enfin, deux textes interpellent les orientations selon lesquelles l'esprit d'entreprendre se développe actuellement. S. Starck propose ainsi une critique des politiques, de leurs discours et de leur mise en application variable sur différents territoires, dans l'enseignement primaire et secondaire. L. Tanguy, enfin, souligne le risque de mettre à mal la neutralité de l'éducation, dans l'enseignement primaire et secondaire, lorsque des acteurs associatifs extérieurs et en lien potentiellement étroit avec les pouvoirs économiques jouent un rôle de premier plan dans la mise en œuvre de dispositifs éducatifs.

En définitive, ce numéro a donc voulu s'inscrire dans une quête de points de vue scientifiques croisés en vue d'une lecture critique qui prenne en compte la complexité du développement de l'entrepreneuriat dans le domaine éducatif. Cette complexité est pluridimensionnelle. Parce que le développement de l'entrepreneuriat par l'éducation est un phénomène mondial, il impliquerait, pour être étudié et compris finement, sinon des comparaisons, du moins des mises en perspectives culturelles, une prise en compte des

spécificités impliquées par les différents niveaux de formation concernés, une lecture fine des différents niveaux de territoires et prescriptions politiques, ainsi que des divers enjeux de changement (incitation à l'innovation, lien avec les évolutions numériques, transformation du salariat, développement du travail indépendant, transformations de la forme scolaire).

Les questions de recherche se trouvent orientées ou désorientées par les questions que l'on se pose, ou pas, ici, autour des politiques et des pratiques éducatives relatives à l'entrepreneuriat. Une voie utile est celle qui consiste à explorer les tensions entre objectifs des dispositifs et des formations, et leurs effets. Il reste néanmoins nécessairement des « points aveugles » de la réflexion dans le dossier, et des questions qui doivent encore être posées. Y a-t-il d'autres leviers que ceux mis en exergue par les politiques publiques pour développer l'esprit d'initiative et d'entreprendre et l'entrepreneuriat ? Y a-t-il un leurre quant à la démocratisation et au changement d'échelle souhaités ? *Quid* de l'égalité des chances dans l'accès à l'entrepreneuriat ? Enfin, qu'est-ce qui se joue autour de la manière dont on communique autour de ces politiques et pratiques²¹ ? Autant de questions en suspens qui devraient susciter des travaux à venir.

■ Bibliographie

- Arnould G. (2012), « Hélène Vérin, Entrepreneurs, entreprise. Histoire d'une idée ». *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, mis en ligne le 10 janvier 2012, consulté le 11 décembre 2017. URL : <http://journals.openedition.org/lectures/7181>
- Aubrey B. (2000) *L'entreprise de soi*, Paris, Flammarion.
- Audigier F. (2005), « Les enseignements d'histoire et de géographie aux prises avec la forme scolaire », in Maulini O. & Montandon C. (dir.), *Les formes de l'éducation : variété et variations*, Bruxelles, Belgique, de Boeck, pp. 103-122.
- Axelsson K., Hägglund S. & Sandberg A. (2015), "Entrepreneurial learning in education. Preschool as a take-off for the entrepreneurial self", *Journal of Education and Training*, vol. 2, n° 2, pp. 40-58.
- Baby A. (2016), « L'école québécoise : un nouvel humanisme pour tous », in Dorray P. & Lessard C. (dir.), *50 ans d'éducation au Québec*, Québec, Canada, Presses de l'Université du Québec, pp. 229-234.
- Bachelard G. (1938), *La formation de l'esprit scientifique*, Paris, Vrin.
- Bacqué M.-H. & Biewener C. (2013), *L'empowerment, une pratique émancipatrice*, Paris, La Découverte.

21. Question qui appelle au développement de travaux en sciences de l'information et de la communication.

- Bahri S. & Haftendorn K. (eds.) (2006), *Towards an entrepreneurial culture for the twenty-first century. stimulating entrepreneurial spirit through entrepreneurship education in secondary schools*, Switzerland, International Labour Organization(ILO)/United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO).
- Ball C. (1989), "Towards an 'enterprising culture'. A challenge for education and training", Educational monograph n° 4, Paris, Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD)/Centre for Educational Research and Innovation (CERI).
- Brand M., Wakkee I. & van der Veen M. (2007), "Teaching entrepreneurship to non-business students: Insights from two Dutch universities", in Fayolle A. (Ed.). *Handbook of research in entrepreneurship education*, vol. 2, Northampton, MA, Edward Elgar Publishing, pp. 52-83.
- Breen J. P. (2004), "Enterprise, entrepreneurship and small business: Where are the boundaries?", *International Journal of Entrepreneurship and Small Business*, vol. 1, n° 1-2, pp. 21-34.
- Caird S. (1990a), "Enterprise education: The need for differentiation", *Journal of Education and Work*, vol. 4, n° 1, pp. 47-57.
- Caird S. (1990b), "What does it mean to be enterprising?", *British Journal of Management*, vol. 1, n° 3, pp. 137-145.
- Castoriadis C. (2011), *Une société à la dérive. Entretiens et débats 1974-1997*, Paris, Seuil.
- Champy-Remoussenard P. (2008), *Étude du dispositif « Entreprendre en Lycée » en Guadeloupe* (2007, 2008), rapport pour le Rectorat de Guadeloupe.
- Champy-Remoussenard P. (2012), « L'éducation à l'entrepreneuriat : enjeux, statuts, perspectives », *Spirale*, vol. 50, pp. 39-51.
- Champy-Remoussenard P. (2014), « Les dimensions collectives comme dimensions génériques du travail humain et leurs déclinaisons dans des activités d'enseignement partenariales », *Questions vives*, vol. 21, pp. 11-25.
- Champy-Remoussenard P. (2015), « Les transformations des relations entre travail, éducation et formation dans l'organisation sociale contemporaine. Questions posées par trois dispositifs analyseurs », *Revue Française de Pédagogie*, vol. 190, n° 1, pp. 15-28.
- Champy-Remoussenard P. (2017), « Éducation à l'esprit d'entreprendre », in Bartes A., Lange J.-M. & Tutiaux-Guillon N. (dir.), *Dictionnaire critique des enjeux et concepts des « éducations à »*, pp. 101-108.
- Champy-Remoussenard P. (dir.) & Starck S. (coord.) (2014), *Innovons et développons l'esprit d'entreprendre*, rapport de recherche sur financements FSE, Lille, Rectorat de Lille.
- Champy-Remoussenard P. & Starck S. (dir.) (à paraître 2018), *Apprendre à entreprendre de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur*, Bruxelles, De Boeck.

- Chambard O. (2014), « L'éducation des étudiants à l'esprit d'entreprendre : entre promotion d'une idéologie de l'entreprise et ouverture de perspectives émancipatrices », *Formation Emploi*, vol. 127, pp. 7-26.
- Commission européenne (2004), *Vers la création d'une culture entrepreneuriale. Promouvoir des attitudes et des compétences entrepreneuriales au travers de l'éducation. Guide de bonnes pratiques*. Luxembourg, Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes.
- Commission européenne (2005), *Les mini-entreprises dans l'enseignement secondaire*, Rapport final du groupe d'experts, Projet « procédure Best », Bruxelles, Belgique, Direction générale Entreprise et Industrie.
- Commission européenne (2007), *Compétences clés pour l'éducation et la formation tout au long de la vie. Un cadre de référence européen*, Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes.
- Commission européenne (2011), *Entrepreneurship education: Enabling teachers as a critical success factor*, Bruxelles, Belgium, Directorate-General for Enterprise and Industry.
- Commission européenne (2012), *Entrepreneurship education at school in Europe. National strategies, curricula and learning outcomes*, Bruxelles, Belgium, Education, Audiovisual and Culture Executive Agency.
- Commission européenne/EACEA/Eurydice (2016), *Entrepreneurship education at school in Europe*, Eurydice report, Luxembourg, Publications Office of the European Union.
- Cummins B. J. & Dallat J. P. (2004), "Helping teachers to make sense of how enterprise and entrepreneurship may be defined", *Citizenship, Social and Economics Education*, vol. 6, n° 2, pp. 88-100.
- Davies H. (2002), *A review of enterprise and the economy in education*, Norwich, UK, Her Majesty's Stationery Office.
- Davies J.-L. (2001) « L'émergence des cultures d'entreprise dans les universités européennes », *Gestion de l'enseignement supérieur*, vol. 13, n° 2, pp. 27-47.
- Deakins D., Glancey K., Menter I. & Wyper J. (2005), "Enterprise education: The role of head teachers", *International Entrepreneurship and Management Journal*, vol. 1, pp. 241-263.
- Deuchar R. (2004), "Changing paradigms - The potential of enterprise education as an adequate vehicle for promoting and enhancing education for active and responsible citizenship: Illustrations from a Scottish perspective", *Oxford Review of Education*, vol. 30, n° 2, pp. 223-239.
- Deuchar R. (2007), *Citizenship, enterprise and learning. Harmonising competing educational agendas*, Trent, Trentham Books.

- Down B. (2009), "Schooling, productivity and the enterprising self: Beyond market values", *Critical studies in education*, vol. 50, n° 1, pp. 51-64.
- Fabre M. (2014), « Les 'éducations à' : problématisation et prudence », *Éducation et socialisation*, vol. 36, pp. 1-13.
- Fagan C. (2007), "Enterprising education in Scotland: Is education for work enough?", *Journal of Educational Enquiry*, vol. 7, n° 1, pp. 1-15.
- Fayolle A. (1996), *Contribution à l'étude des comportements entrepreneuriaux des ingénieurs français*, Thèse de doctorat en sciences de gestion, Lyon, Université de Lyon 3.
- Fayolle A. & Redford D. T. (Eds.) (2014), *Handbook on the entrepreneurial university*. Northampton MA, Edward Elgar Publishing.
- Gibb A. A. (1993), "The enterprise culture and education: Understanding enterprise education and its links with small business, entrepreneurship and wider educational goals", *International Small Business Journal*, vol. 11, n° 3, pp. 11-34.
- Giret J.-F. (à paraître 2018), « Préface », in Champy-Remoussenard P. & Starck S. (dir.) *Apprendre à entreprendre de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur*, Bruxelles, De Boeck.
- Gjerding A.N., Wilderom C.P.M., Cameron S.P.B., Taylor A. & Scheunert K.-J. (2006), « L'université entrepreneuriale : vingt pratiques distinctives », *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, vol. 18, n° 3, pp. 95-124.
- Hersent M. & Palma Torres A. (2014), *L'économie solidaire en pratiques*, Paris, Erès.
- Hitty U. & O'Gorman C. (2004), "What is 'enterprise education'? An analysis of the objectives and methods of enterprise education programmes in four European countries", *Education & Training*, vol. 46, n° 1, pp. 11-23.
- Holmgren C. & From J. (2005), "Taylorism of the mind: Entrepreneurship education from a perspective of educational research", *European Educational Research Journal*, vol. 4, n° 4, pp. 382-390.
- Hörnqvist M.-J. & Leffler E. (2014), "Fostering an entrepreneurial attitude – Challenging in principal leadership", *Education & Training*, vol. 56, n° 6, pp. 551-561.
- Jbilou J. (2015), *Évaluation des effets des projets pédagogiques entrepreneuriaux sur l'esprit d'entreprendre*, Rapport de recherche, Moncton, Canada, Université de Moncton.
- Kitagawa F. (2005), « Universités entrepreneuriales et développement régional. Une conception territoriale de l'Europe du savoir », *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, vol. 17, n° 3, pp. 69-97.

- Lackéus M. (2015), *Entrepreneurship in education. What, why, when, how*, Background paper, Paris, France, Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD)/Local Economic and Employment Development (LEED).
- Lackéus M. (2017), “Does entrepreneurial education trigger more or less neoliberalism in education?”, *Education & Training*, vol. 59, n° 6, pp. 635-650.
- Le Bossé Y. (2003), « De l’‘habilitation’ au ‘pouvoir d’agir’ : vers une compréhension plus circonscrite de la notion d’*empowerment* », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 16, n° 2, pp. 30-51.
- Léger-Jarniou C. (2008), « Développer la culture entrepreneuriale chez les jeunes. Théorie(s) et pratique(s) », *Revue française de gestion*, vol. 185, n° 5, pp. 161-174.
- Janner-Raimondi M. & Wittorski R. (2017), *La rhétorique de l’implicite en éducation et formation : entre discours et pratiques*, Rouen, Presses Universitaires de Rouen et du Havre.
- Lange J.-M. & Victor P. (2006), « Didactique curriculaire et ‘éducation à... la santé, l’environnement et au développement durable’ : quelles questions, quels repères ? », *Didaskalia*, n° 28, pp. 85-100.
- Laval C. (2004), *L’école n’est pas une entreprise : le néo-libéralisme à l’assaut de l’école publique*, Paris, La Découverte.
- Laville J.-L. (2003), « Avec Mauss et Polanyi, vers une théorie de l’économie plurielle », *Revue du MAUSS*, vol. 21, n° 1, pp. 237-249.
- Laville J.-L. (2011), *L’économie solidaire*, Paris, CNRS Éditions.
- Leffler E. (2009), “The many faces of entrepreneurship: A discursive battle for the school arena”, *European Educational Research Journal*, vol. 8, n° 1, pp. 104-116.
- Levesque R. (2011), *École communautaire entrepreneuriale. Clé indispensable au développement durable*, Cahier de recherche 2011-03, Montréal, École des Hautes Études Commerciales.
- Marie P. (2011), *La croyance, le désir et l’action*, Paris, Presses Universitaires de France.
- McCafferty P. (2010), “Forging a ‘neoliberal pedagogy’: The enterprising education agenda in schools”, *Critical Social Policy*, vol. 30, n° 4, pp. 541-563.
- Minichiello F. (2016), « Favoriser l’entrepreneuriat par l’éducation : une priorité nationale », *Revue internationale d’éducation de Sèvres*, vol. 72, pp. 12-14.
- Office québécois de la langue française (2015), *Esprit d’entreprise*, Fiche terminologique, En ligne : http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=8348979
- Pagoni M. & Tutiaux-Guillon, N. (2012), « Présentation. Les éducations à... : nouvelles recherches, nouveaux questionnements ? », *Spirale*, vol. 50.

- Penaluna K., Penaluna A., Usei C. & Griffiths D. (2015), "Enterprise education needs enterprising educators", *Education & Training*, vol. 57, n° 8/9, pp. 948-963.
- Pepin M. (2011a), « L'entrepreneuriat en milieu scolaire, de quoi s'agit-il ? », *Revue des sciences de l'éducation de McGill*, vol. 46, n° 2, pp. 303-326.
- Pepin M. (2011b), « L'éducation entrepreneuriale au primaire et au secondaire : gros plan sur la micro-entreprise scolaire », *Revue canadienne de l'éducation*, vol. 34, n° 3, pp. 280-300.
- Pepin M. (2012), "Enterprise education: A Deweyan perspective", *Education & Training*, vol. 54, n° 8/9, pp. 801-812.
- Pepin M. (2013), « Les fondements pédagogiques de l'entrepreneuriat scolaire au primaire et au secondaire », in Samson G. (dir.) & Morin D. (coll.), *Les retombées de l'entrepreneuriat éducatif. Du primaire à l'université*, Québec, Canada, Les Presses de l'Université du Québec, pp. 168-189.
- Pepin M. (2014), « Vers un entrepreneuriat citoyen en milieu scolaire », in Pilote A. (dir.), *Francophones et citoyens du monde : identités, éducation, engagement*, Québec, Canada, Les Presses de l'Université Laval, pp. 1-23.
- Pepin M. (2015a), *Apprendre à s'entreprendre en milieu scolaire : une étude de cas collaborative à l'école primaire*, Thèse de doctorat en psychopédagogie, Québec, Canada, Université Laval, 470 p.
- Pepin M. (2015b), *L'école communautaire entrepreneuriale consciente. Ses spécificités au regard d'initiatives organisées en milieu scolaire à l'échelle internationale*, Université Laval, Québec, Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire.
- Pepin M. (2017a), « Le développement de compétences à l'école primaire au regard de la théorie de l'enquête de Dewey », *Éducation & Francophonie*, vol. 44, n° 2, pp. 19-39.
- Pepin M. (2017b), « Le projet entrepreneurial à l'école primaire : tensions inhérentes à son intégration à la forme scolaire », *Agora Débats/Jeunesse*, vol. 75, n° 1, pp. 73-88.
- Pepin M. (2017c), « S'entreprendre pour apprendre à l'école primaire : un défi pédagogique », *Entreprendre & Innover*, vol. 33, n° 2, pp. 18-28.
- Pepin M., Levesque R., Lang M. & Deveau K. (2013), « Débat autour de l'école communautaire entrepreneuriale consciente », *Revue du Nouvel-Ontario*, vol. 38, pp. 109-150.
- Peters M. (2001), "Education, enterprise culture and the entrepreneurial self: A Foucauldian perspective", *Journal of Educational Enquiry*, vol. 2, n° 2, pp. 58-71.
- Pilsh T. & Shimshon B. (2007), *Enterprise for all*, London, UK, The Smith Institute.

- Ruskovaara E., Hämäläinen M. & Pihkala T. (2016), “Head teachers managing entrepreneurship education – Empirical evidence from general education”, *Teaching and Teacher Education*, vol. 55, pp. 155-164.
- Samson G. (dir.) (2013), *Les retombées de l’entrepreneuriat éducatif. Du primaire à l’université*, Québec, Canada, Presses de l’Université du Québec.
- Samson G. & Gingras M. (2015), *La pédagogie à valeur entrepreneuriale : effets sur la réussite des élèves et les conditions de pratique des enseignants et autres intervenants scolaires*, Rapport de recherche déposé au Secrétariat à la jeunesse du Québec, Canada.
- Seikkula-Leino J., Ruskovaara E., Ikavalko M., Mattila J. & Rytkola T. (2010), “Promoting entrepreneurship education: The role of the teacher?”, *Education & Training*, vol. 52, n° 2, pp. 117-127.
- Shacklock G., Hattam R. & Smyth J. (2000), “Enterprise education and teachers’ work: Exploring the links”, *Journal of Education and Work*, vol. 13, n° 1, pp. 41-60.
- Smyth J. (1999), “Schooling and enterprise culture: Pause for a critical policy analysis”, *Journal of Education Policy*, vol. 14, n° 4, pp. 435-444.
- Surlemont B. & Kearney P. (2009), *Pédagogie et esprit d’entreprendre*, Bruxelles, Belgique, De Boeck.
- Tanguy L. (2016), *Enseigner l’esprit d’entreprise à l’école: le tournant politique des années 1980-2000 en France*, Paris, La Dispute.
- Vérin H. (1982), *Entrepreneurs, entreprise. Histoire d’une idée*, Paris, Presses universitaires de France.
- Verzat C. (2011), « Esprit d’entreprendre, es-tu là? Mais de quoi parle-t-on ? », *Entreprendre & Innover*, vol. 11, n° 3, pp. 7-18.
- Verzat C. & Toutain O. (2016), « Former et accompagner des entrepreneurs potentiels, diktats ou défi. Note de synthèse », *Savoirs*, vol. 39, pp. 13-63.
- Verzat C., Trindade-Chadeau A. & Toutain O. (2017), « Introduction. Promesses et réalités de l’entrepreneuriat des jeunes », *Agora Débats/Jeunesses*, vol. 75, n° 1, pp. 57-72.
- Vilette M. (2011), « Comment répondre à la demande institutionnelle d’enseignement de l’entrepreneuriat. Compte-rendu ethnographique d’une expérience d’enseignement », *Revue française de socio-économie*, vol. 7, n° 1, pp. 83-101.
- Young D. (2014), *Enterprise for all. The relevance of enterprise education*, London, UK, Department for Business, Innovation & Skills and Prime Minister’s Office.